



## Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/42/648  
12 octobre 1987  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session  
Point 12 de l'ordre du jour

### RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

#### Situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran

##### Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale le rapport intérimaire établi par M. Reynaldo Galindo Pohl (El Salvador), Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran, conformément à la résolution 1987/55 de la Commission des droits de l'homme en date du 11 mars 1987 (par. 6) et à la décision 1987/150 du Conseil économique et social en date du 29 mai 1987.

ANNEXE

Rapport intérimaire sur la situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran, établi par le Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme, en application de la résolution 1987/55 de la Commission et de la décision 1987/150 du Conseil économique et social

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION .....	1 - 6	3
II. MESURES PRISES PAR LE REPRESENTANT SPECIAL .....	7 - 11	4
III. RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUEES AU REPRESENTANT SPECIAL .....	12 - 51	6
A. Allégations de violation des droits de l'homme .....	12 - 41	6
1. Renseignements oraux .....	12 - 26	6
2. Renseignements écrits .....	27 - 41	10
B. Renseignements et commentaires fournis ou signalés par le Gouvernement de la République islamique d'Iran .....	42 - 51	14
IV. EXAMEN DES FAITS ET OBSERVATIONS .....	52 - 76	19
A. Examen des faits .....	52 - 66	19
1. Renseignements fournis par le Gouvernement de la République islamique d'Iran .....	52 - 54	19
2. Evénements ayant récemment eu lieu dans la République islamique d'Iran .....	55 - 57	20
3. Coopération du Gouvernement de la République islamique d'Iran .....	58 - 66	20
B. Observations .....	67 - 76	22

## I. INTRODUCTION

1. A sa quarante-troisième session, par sa résolution 1987/55 du 11 mars 1987, la Commission a décidé de proroger d'un an le mandat du Représentant spécial, énoncé dans sa résolution 1984/54 du 14 mars 1984, et prié le Représentant spécial de présenter à l'Assemblée générale, à sa quarante-deuxième session, un rapport intérimaire sur la situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran, ainsi qu'un rapport final à la Commission à sa quarante-quatrième session.

2. En application du paragraphe 6 de ladite résolution 1987/55, le Représentant spécial présente ci-après à l'Assemblée générale, à sa quarante-deuxième session, son rapport intérimaire sur la situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran.

3. Ce rapport est axé sur certains aspects et certaines questions qui pourront donner à l'Assemblée générale un aperçu de l'évolution de la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la République islamique d'Iran au cours de la période allant de septembre 1986 à octobre 1987. Son contenu est inspiré de trois documents. Le premier est le rapport final présenté par le Représentant spécial à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-troisième session (E/CN.4/1987/23); les deux autres sont des documents fournis par le Gouvernement iranien le 9 juin 1987, intitulés "Position du Gouvernement de la République islamique d'Iran concernant la résolution 1987/55 de la Commission des droits de l'homme" et "Position du Gouvernement de la République islamique d'Iran au sujet des questions examinées dans le document E/CN.4/1987/23 du 23 janvier 1987, établi par M. R. Galindo Pohl, Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme". Ces deux documents ont été publiés sous la cote E/CN.4/1988/12-E/CN.4/Sub.2/1987/35.

4. Le rapport intérimaire met l'accent sur certains événements intervenus en Iran, sur les allégations reçues jusqu'ici, sur les déclarations de personnes qui se sont entretenues avec le Représentant spécial et sur l'amélioration de la coopération du Gouvernement iranien.

5. Certaines des questions examinées en détail par ce dernier dans les documents susmentionnés seront traitées plus avant dans le rapport final qui sera présenté à la Commission des droits de l'homme. Il s'agit, entre autres, de la compatibilité entre le droit international et le droit islamique, de l'emploi de certains termes et des objections soulevées en ce qui concerne les listes de personnes qui se sont plaintes de violations de leurs droits de l'homme et de leurs libertés fondamentales.

6. Le présent rapport intérimaire est divisé en trois grandes parties : la première décrit les mesures prises par le Représentant spécial depuis le renouvellement de son mandat par la Commission des droits de l'homme; la deuxième rend compte des renseignements recueillis par le Représentant spécial et est subdivisée en deux sous-parties : 1) renseignements oraux et écrits reçus par le Représentant spécial et concernant de prétendues violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales; 2) renseignements et observations fournis par le Gouvernement iranien; enfin la dernière partie contient un examen des faits et les observations du Représentant spécial.

## II. MESURES PRISES PAR LE REPRESENTANT SPECIAL

7. A la suite de l'adoption par la Commission des droits de l'homme de la résolution 1987/55, le Représentant spécial a adressé, le 13 avril 1987, une lettre au Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran transmettant le texte de cette résolution et réitérant sa ferme conviction qu'il importait de maintenir et renforcer encore les contacts directs avec le Gouvernement iranien, afin qu'il puisse s'acquitter pleinement de ses responsabilités en tant que Représentant spécial de la Commission. La teneur de la lettre était la suivante :

"J'ai l'honneur de me référer à la résolution 1987/55 de la Commission des droits de l'homme, concernant la situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran, dont vous trouverez ci-joint le texte. Comme vous pourrez le constater, la Commission des droits de l'homme a décidé de proroger d'un an mon mandat en tant que Représentant spécial de la Commission et elle m'a prié de présenter un rapport intérimaire à l'Assemblée générale à sa quarante-deuxième session ainsi qu'un rapport final à la Commission à sa quarante-quatrième session.

Je tiens à vous assurer, comme je l'avais déjà fait lorsque j'ai été nommé aux fonctions de représentant spécial de la Commission, que j'ai l'intention de faire preuve, en m'acquittant du mandat et des responsabilités qui m'ont été confiés par la Commission, d'un esprit d'objectivité et d'impartialité totales.

Je tiens à saisir cette occasion pour réitérer ma ferme conviction qu'il est indispensable, pour que je puisse m'acquitter pleinement de mes responsabilités, que les contacts directs avec votre gouvernement soient maintenus et encore renforcés."

8. Le 9 juin 1987, la Mission permanente de la République islamique d'Iran auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a adressé au Sous-Secrétaire général adjoint chargé des droits de l'homme une note verbale et deux documents (reproduits sous la cote E/CN.4/1988/12-E/CN.4/Sub.2/1987/35). Dans la note verbale, la Mission proposait qu'une fois que le Représentant spécial aurait examiné les documents et donné son avis à leur sujet, une réunion soit organisée entre des représentants du Gouvernement iranien et le Représentant spécial afin de poursuivre l'étude des moyens de surmonter les difficultés actuelles et d'instaurer une coopération efficace.

9. Ayant examiné la note verbale et les documents joints, le Représentant spécial a adressé, le 22 juillet 1987, une lettre à l'Ambassadeur de la République islamique d'Iran auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, dans laquelle il se déclarerait favorable à la proposition d'organiser une réunion entre des représentants du Gouvernement iranien et lui-même. La lettre était ainsi libellée :

"Me référant à la note verbale datée du 9 juin 1987 et à ses pièces jointes, que la Mission permanente de la République islamique d'Iran auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a adressée au Secrétaire général adjoint chargé des droits de l'homme, je note la proposition contenue dans la note

verbale concernant l'organisation d'une réunion entre des représentants de la République islamique d'Iran et moi-même une fois que j'aurai eu le loisir d'examiner ces documents.

Ayant fait procéder à cet examen, je constate avec satisfaction que ces documents contiennent un certain nombre d'éléments positifs et encourageants, comme en témoignent les paragraphes 12 et 13 du deuxième document, intitulé 'Position du Gouvernement de la République islamique d'Iran au sujet des questions examinées dans le document E/CN.4/1987/23 du 23 janvier 1987, établi par M. R. Galindo Pohl, Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme', dans lesquels le Gouvernement iranien déclare continuer de donner son assentiment aux dispositions des articles 6, 7, 9, 14 et 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Des divergences subsistent cependant sur certains points. Toutefois, je pense qu'au lieu de donner par écrit un caractère formel à nos positions, nous pourrions adopter une approche plus souple en engageant un dialogue constructif et fructueux en vue de clarifier nos idées respectives et, en fin de compte, de trouver un terrain d'entente plus large."

10. Le 28 juillet 1987, une réunion a eu lieu, à la Mission permanente de la République islamique d'Iran auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, entre le Représentant spécial et M. Sirous Nasserî, Directeur des affaires internationales au Ministère iranien des affaires étrangères. M. Nasserî a expliqué que son gouvernement ne pouvait répondre aux allégations détaillées qui lui avaient été communiquées précédemment par le Représentant spécial et son prédécesseur, car il estimait que les diverses résolutions adoptées par la Commission des droits de l'homme au sujet de la situation des droits de l'homme en Iran dénotaient un parti pris politique et étaient, de ce fait, totalement inacceptables. En outre, le Gouvernement iranien désapprouvait la manière dont ces allégations lui avaient été présentées, notamment le fait que certains groupes non reconnus qu'il considère comme des groupes terroristes étaient nommément désignés et le fait que les bahaïs étaient mentionnés en tant que minorité religieuse. Le Représentant spécial a fait part à M. Nasserî de ses préoccupations touchant la protection des individus en Iran, quelles que soient leurs convictions religieuses ou politiques, et il a expliqué la raison d'être des mesures qu'il avait prises. En outre, il a demandé une traduction en anglais ou en français du Code pénal iranien et de divers textes juridiques connexes. Les deux interlocuteurs se sont déclarés satisfaits de l'ouverture d'un dialogue sur des questions concrètes et ont exprimé l'espoir qu'il serait poursuivi et développé.

11. Le 30 septembre 1987, le Représentant spécial a adressé à l'Ambassadeur de la République islamique d'Iran auprès de l'Office des Nations Unies à Genève une lettre transmettant deux résumés d'informations orales et écrites contenant des allégations de violations des droits de l'homme en Iran. Cette lettre était ainsi libellée :

"Vous vous souviendrez peut-être que lors de ma visite à Genève en juillet 1987, j'ai procédé, dans le cadre du mandat défini par la résolution 1987/55 de la Commission des droits de l'homme, à une série d'auditions officielles avec un certain nombre de personnes qui prétendaient avoir une

connaissance ou une expérience de première main de divers aspects de la situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran. Vous trouverez ci-joint, pour information, un résumé des allégations faites au cours de ces auditions.

Vous trouverez également ci-joint un résumé des allégations concernant la période allant d'octobre 1986 à septembre 1987, qui figuraient dans des documents que m'ont remis diverses organisations et divers organes concernés.

Etant donné la nature des allégations qui figurent dans ces pièces jointes, je crois utile d'appeler sur elles votre attention. Ce faisant, je tiens à dire combien j'apprécierai toutes informations ou observations que votre gouvernement jugera bon de me faire tenir.

Je tiens aussi à saisir cette occasion pour exprimer l'espoir que le dialogue engagé à l'occasion de la réunion qui a eu lieu entre M. Nasserî et moi-même dans le cadre de mon mandat de Représentant spécial sera poursuivi et développé."

### III. RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUE AU REPRESENTANT SPECIAL

#### A. Allégations de violation des droits de l'homme

##### 1. Renseignements oraux

12. Les 22, 23 et 29 juillet 1987, le Représentant spécial a procédé à des auditions officielles au cours desquelles 14 personnes qui affirmaient disposer de renseignements et d'informations de première main sur divers aspects de la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran ont fait part de leur expérience, en présentant certains documents à l'appui de leurs allégations. Parmi ces personnes figuraient neuf baha'istes, qui ont demandé que leur identité ne soit pas révélée. Les autres se sont présentés comme des sympathisants de l'organisation de moudjahidin, qui n'avaient pris aucune part active aux activités de cette organisation.

13. Il s'agissait, dans l'ordre où ils ont comparu devant le Représentant spécial, de M. Jaleh Fallah, M. Javad Keshavaz, Mlle Shahnaz Ehsanian, M. Ali Akbar Tabeh et M. Ali Amani. Toutes les personnes qui ont comparu devant le Représentant spécial ont déclaré avoir passé des périodes de durée variable dans les prisons iraniennes; elles ont décrit en détail les conditions de leur arrestation, les méthodes d'interrogatoire, leur procès et les conditions qui régnaient dans les prisons où elles étaient détenues. La plupart ont quitté le pays au cours des derniers mois de 1986 ou au début de 1987. Plusieurs ont affirmé avoir des proches parents ou des amis qui ont été exécutés, ou avoir assisté à des exécutions. Les adeptes de la foi bahaïe ont également fait part de leur propre expérience, ainsi que de celle de leurs coreligionnaires.

14. On trouvera ci-après un résumé des renseignements que le Représentant spécial a recueilli au cours des auditions officielles tenues les 22, 23 et 29 juillet 1987 et qui, de même que dans les rapports précédents présentés à l'Assemblée générale

et à la Commission des droits de l'homme, sont répartis dans cinq sections correspondant aux articles pertinents du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il s'agit : a) du droit à la vie; b) du droit de ne pas être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants; c) du droit à la liberté et à la sécurité de la personne; d) du droit à un procès équitable; e) du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion et à la liberté d'expression.

a) Droit à la vie

15. Mme Jaleh Fallah a dit que son mari avait été exécuté en septembre 1986 dans la prison d'Evin. Le frère de son mari avait été exécuté en janvier 1984. M. Javad Keshavaz a déclaré avoir assisté à de nombreuses exécutions dans la prison de Vakilabad, près de Mashad. Il a notamment cité le cas d'un adolescent de 16 ans, Akbar Adalatian, et d'une femme exécutée en même temps que son jeune fils. Un autre adolescent, originaire de Mashad, avait été exécuté en prison, pendu à une grue. Mlle Shahnaz Ehsanian a déclaré que son frère avait été exécuté et que, de ce fait, elle avait été épargnée bien qu'un procureur de la révolution eût réclamé sa condamnation à mort. M. Ali Askar Tabeh a affirmé que lors de son incarcération à la prison de Sepelch, des codétenus, condamnés à des peines de prison, avaient été brusquement exécutés. Un autre codétenu, Ali Zamanian, avait été exécuté après avoir été roué de coups. M. Ali Amani a affirmé qu'un codétenu dont l'identité n'a pas été communiquée avait été exécuté sur place, dans sa cellule, pour avoir lancé des slogans hostiles au Gouvernement. Certains des adeptes de la foi bahaïe ont également affirmé que des membres de leur famille ou des amis, pour la plupart membres actifs de la communauté bahaïe, avaient été exécutés. Aucune information complémentaire n'a été communiquée concernant les prétendues exécutions susmentionnées.

b) Droit de ne pas être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

16. Toutes les personnes qui ont comparu devant le Représentant spécial ont affirmé avoir fait l'objet de mauvais traitements et de tortures physiques et psychologiques. Le passage à tabac commencerait souvent au moment de l'arrestation; toutefois, c'était pendant leur interrogatoire que les intéressés auraient subi les formes de torture les plus cruelles : flagellation avec des câbles sur toutes les parties du corps, privation de nourriture et de sommeil, torture du conjoint en présence du détenu, simulacres d'exécution, etc.

17. Certains ont affirmé qu'ils souffraient toujours de troubles physiques et psychologiques et autres séquelles des sévices qu'ils avaient subis pendant leur incarcération. Ainsi, Mme Jaleh Fallah souffrait encore d'attaques d'épilepsie, à la suite des coups répétés qu'on lui avait donnés sur la tête. M. Amani a eu un bras et plusieurs dents cassés après avoir été, dit-il, cruellement passé à tabac. Toutes les personnes qui ont comparu devant le Représentant spécial ont affirmé que les sévices se poursuivaient au-delà des interrogatoires lorsque, à leurs dires, ils étaient infligés pour extorquer des renseignements et des aveux, même après le prononcé de la sentence.

18. Le Représentant spécial a reçu des certificats médicaux établis par le Dr Ebrahim Jeddi, exerçant à Bagdad (Iraq), concernant quatre des personnes susmentionnées : Ali Askar Tabeh, Javad Keshavaz, Jaleh Falla et Shahnaz Ehsanian. Ces certificats, datés du 19 juillet 1987, attestent que, compte tenu des antécédents de ces personnes et de leur état physique et psychologique actuel, l'exposé des faits relatés par elles était compatible avec les sévices qu'elles auraient subis. Le Représentant spécial, tenant compte du fait que l'Iran et l'Iraq sont toujours en guerre, estime que, établis par un médecin iraquien vivant en Iraq, ces certificats sont à considérer avec circonspection.

19. Concernant M. Ali Amani, le Représentant spécial a reçu un certificat médical établi à Ankara en avril 1987 par un médecin français, le Dr Hélène Jaffé, Présidente de l'Association pour les victimes de la répression en exil (AVRE), à Paris, attestant ce qui suit :

"Examen : fait de façon superficielle en raison du temps dont on disposait et de l'absence de matériel médical. Il confirme : la présence de cicatrices qui évoquent des brûlures de cigarettes ou cigares; le traumatisme du coude, d'aspect 'aplati' avec craquement aux mouvements (luxation-fracture qui daterait de 83); obstruction nasale, avec ensellure de l'arête nasale (fracture de la cloison?); absence de testicule dans la bourse G. Le testicule, de taille adulte, est perceptible au-dessus de l'orifice inguinal, qui admet la pointe d'un doigt, est épaissi et douloureux. Le testicule droit est en place, d'aspect normal - l'orifice inguinal est perméable et sensible; pieds : athletic-foot. Plante oedematée, 'succulante'. Mauvais déroulement à la marche. Dents : plusieurs dents creusées, ou arrachées."

20. Selon toutes les personnes qui ont comparu devant le Représentant spécial, les conditions dans les prisons où elles étaient détenues étaient extrêmement mauvaises. Les plaintes les plus fréquentes ont porté sur l'encombrement, le manque absolu d'hygiène, la mauvaise qualité et la quantité insuffisante de la nourriture, la difficulté d'accéder à un médecin et de se procurer des médicaments et l'interdiction des visites. Parmi les prisons où les conditions seraient particulièrement mauvaises figuraient notamment Ghezel-Hesar, à Karaj, Gohar-Dasht, Vakilabad, Iranshahr et Evin, à Téhéran.

c) Droit à la liberté et à la sécurité de la personne

21. Toutes les personnes qui ont comparu devant le Représentant spécial ont qualifié de particulièrement pénibles les conditions de leur arrestation. Dans tous les cas, aucun mandat d'arrêt n'a été produit et, le plus souvent, les intéressés ont été appréhendés dans la rue et menés, les yeux bandés, à un centre d'interrogatoire, où ils ont subi des sévices dès leur arrivée. Dans la plupart des cas, aucune explication ni aucun motif concernant leur arrestation n'étaient donnés aux détenus. Certains ont affirmé que les Gardiens de la révolution avaient arrêté d'autres membres de leur famille, y compris des personnes très âgées, pour les retenir en otages lorsqu'ils ne pouvaient mettre la main sur les gens recherchés par eux. D'autres ont affirmé avoir été arrêtés à la place d'autres membres de la famille qui étaient recherchés par les Gardiens de la révolution.

d) Droit à un procès équitable

22. On trouvera ci-après les déclarations que certaines des personnes qui ont comparu devant le Représentant spécial ont faites au sujet des conditions dans lesquelles s'était déroulé leur procès.

1) Mme Jalah Fallah a déclaré que, pendant son incarcération, elle avait été convoquée à trois reprises, en 1981, en 1985 et en 1986, par un juge religieux qui siégeait seul. Cela avait eu lieu dans la prison d'Evin. A chaque fois, il lui avait été demandé de renoncer à ses sympathies politiques. La première fois, sur son refus, le juge l'avait condamnée à mort. Elle n'avait jamais eu accès à un avocat. Chaque fois, l'entrevue n'avait duré en tout que deux ou trois minutes.

2) M. Javad Keshavaz a affirmé que son procès s'était déroulé dans la prison de Mashad. La date du procès n'a pas été communiquée. Il a été condamné à une année de prison assortie de trois ans de sursis. Toutefois, trois mois après, il a appris que sa peine avait été portée à quatre ans de prison.

3) M. Ali Amani était passé en jugement en janvier 1984, neuf mois après son arrestation. Au cours de son procès, il avait été constamment insulté. Après la lecture des chefs d'accusation et à la suite de son refus de plaider coupable, il a été emmené en prison avant même le prononcé de la sentence, qui n'a jamais été portée à sa connaissance. La procédure avait duré en tout moins de cinq minutes, en l'absence d'un avocat.

4) Un adepte de la foi bahaïe a affirmé que trois personnes siégeaient à son procès, un mollah, un juge et un huissier. Aucun avocat n'était présent. Les chefs d'accusation étaient : participation à des réunions bahaïstes, appartenance aux instances dirigeantes de la secte bahaïe, possession de documents bahaïstes et activités en faveur d'Israël. Un autre bahaïste, qui a comparu devant le Représentant spécial, a affirmé que son procès avait duré une vingtaine de minutes. Un juge, du nom de Gilani, l'a accusé d'avoir fait de l'espionnage au profit d'Israël, de s'être rendu à plusieurs reprises dans ce pays et d'y avoir envoyé de l'argent.

e) Droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion et à la liberté d'expression

23. Les adeptes de la foi bahaïe qui ont comparu devant le Représentant spécial ont fait état de plusieurs cas dans lesquels eux-mêmes, ou les membres de leur famille auraient été persécutés ou harcelés. Certains d'entre eux ont joint différents documents à l'appui de leurs allégations. Plusieurs ont des proches parents qui avaient été exécutés ou tués par une foule fanatisée. La plupart d'entre eux avaient passé des laps de temps variables en prison et avaient été eux-mêmes victimes de passages à tabac et autres sévices ou avaient vu des coreligionnaires subir de tels traitements.

24. Dans la plupart des cas, ils avaient, ainsi que les membres de leurs familles, été harcelés et avaient souffert de différentes restrictions affectant leur subsistance, l'accès à l'enseignement et d'autres aspects de la vie de tous les

jours. Le cas a été cité du meurtre d'un baha'iste, affaire demeurée sans suite bien que les meurtriers fussent connus de la police et qu'un dossier eût été envoyé au Procureur général; la police avait conseillé à la famille de la victime de retirer sa plainte.

25. Dans un autre cas, un fonctionnaire qui avait été licencié de son poste a présenté au Représentant spécial la traduction d'un document officiel l'avisant de son licenciement sans lui fournir la moindre explication, sinon cette précision : "Il est bien clair que, à partir de la date de votre licenciement, vous ne pourrez prétendre à aucun poste ni à aucun droit dans cette organisation". En outre, les filles de l'intéressé ont été empêchées de poursuivre leurs études. Lorsque l'une d'entre elles a demandé une explication, elle a reçu du recteur de l'université en question une réponse écrite précisant que "en réponse à la lettre datée du ... concernant la raison pour laquelle il vous a été interdit de poursuivre vos études, je vous informe par la présente que, conformément aux instructions du Ministère de la culture et de l'enseignement supérieur (par. 1 de l'article 11), votre admission est rendue impossible par votre appartenance au baha'isme, cette secte égarée". La fille d'une autre personne a fourni un document analogue, qui précise que "... selon les instructions du Ministère de l'éducation du Karaj, le baha'isme n'étant pas reconnu comme religion officielle, elle n'est pas autorisée à poursuivre ses études dans un centre d'enseignement islamique. L'étudiante susmentionnée étant une baha'iste convaincue, son dossier lui a été renvoyé". Un pharmacien baha'iste ainsi que sa femme ont été licenciés de leurs emplois. Dans le premier cas, l'explication donnée est, selon un document présenté au Représentant spécial : "Vu les dispositions de l'instruction No 7560 en date du 31 juillet 1981 du Ministère (de la santé), son maintien en fonctions est incompatible avec les restrictions et règles concernant la corruption de la foi prévues dans l'article 14 de la loi relative à la fonction publique...". Le Représentant spécial a reçu d'autres documents analogues.

26. L'un des baha'istes qui ont comparu devant le Représentant spécial a affirmé avoir fait l'objet d'un véritable harcèlement et de mauvais traitements lorsqu'il a été découvert qu'il était marié à une musulmane. Des pressions ont été exercées sur lui pour l'amener à se séparer de sa femme et de ses enfants, son mariage étant considéré illégal et ses enfants illégitimes. S'il abjurait sa foi, lui a-t-on dit, et se convertissait à l'islam, il pourrait réépouser sa femme. Il a dû signer un document à cet effet pour pouvoir sortir de prison. D'autres baha'istes ont également affirmé qu'on leur avait toujours clairement affirmé que s'ils abjuraient leur foi, toutes les mesures prises à leur encontre seraient levées et qu'ils pourraient alors reprendre leurs postes ou leurs études.

## 2. Renseignements écrits

27. Le Représentant spécial a continué à recevoir des renseignements écrits qui lui ont été fournis par différents organismes intéressés, notamment des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social. Ces renseignements comportaient des allégations de violation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran qui étaient analogues à celles évoquées dans les rapports précédents du Représentant spécial et de son prédécesseur. On trouvera ci-après une récapitulation desdites allégations.

a) Droit à la vie

28. Selon les renseignements communiqués au Représentant spécial, une centaine de personnes auraient été exécutées dans la République islamique d'Iran au cours de la période octobre 1986-septembre 1987. Les chefs d'accusation retenus contre ces personnes n'ont pas été communiqués au Représentant spécial. D'après les sources d'information en question, tous les intéressés auraient été exécutés en raison de leurs convictions politiques ou religieuses, après avoir été torturés, à mort dans certains cas.

29. On trouvera ci-après une liste des noms des personnes qui auraient été exécutées ou torturées à mort, ainsi que, le cas échéant, la date et le lieu d'exécution ou de décès.

- Ahmad Kavih, 26 janvier 1988, à Isfahan;
- Tahereh Pour Bager Dehkordi, Rahman Shojaie et Jalal Ramezani, mars 1987, à Isfahan. Surush Jabbari et Abul-Qasim Shayiq, mars 1987, à Téhéran. Sheida Behzadi et Massoud Hojati, mars 1987;
- Said Samani, Reza Lofti, Mohamed Ali Tzafari, Behrouz Afsari, avril 1987, à Téhéran;
- Kiomars Shahi, mai 1987 à Téhéran;

En outre, il a été affirmé que Mohamed Reza Ghabrai, Raziyeeddin Taban et Jahangir Behtaji avaient été exécutés. La date de leur exécution présumée n'a pas été communiquée au Représentant spécial.

30. Il a également affirmé qu'à plusieurs reprises, la foule ou certains individus, qui auraient été encouragés par des chefs religieux, avaient tué des adeptes de la foi bahaïe, sans que les responsables de ces meurtres soient poursuivis en justice par les autorités. Le nom de deux victimes a été communiqué au Représentant spécial : Bijan Talibi, tué le 2 septembre 1986 dans le village de Vardavard, près de Karaj, et Iraj Mihdi-Nizhad, tué le 4 septembre 1986 à Bandar-Abbas [voir également sect. III, sous-sect. B d)].

b) Droit de ne pas être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

31. La plupart des allégations précises communiquées à ce sujet au Représentant spécial concernaient le traitement des détenus dans les prisons iraniennes et les conditions qui y régnaient. Il y a eu également un certain nombre d'allégations précises relatives aux méthodes de torture pratiquées dans les prisons iraniennes ainsi qu'à un certain nombre de cas d'espèce où des détenus auraient été torturés. Les renseignements écrits concernant la torture et le mauvais traitement des détenus concordent avec les renseignements oraux mentionnés plus haut.

c) Droit à la liberté et à la sécurité de la personne

32. On trouvera ci-après certaines des allégations précises communiquées au Représentant spécial :

- Selon des communications datées du 30 mars et du 10 avril 1987, le Vice-Ministre iranien de l'information avait déclaré, le 18 mars 1987, que, au cours de l'été 1986, quelque 700 personnes avaient été arrêtées et incarcérées; les raisons seraient d'ordre politique. Il a été affirmé que ces arrestations avaient été effectuées en secret - les personnes visées ayant été enlevées dans la rue, chez elles ou sur le lieu de travail - et que les familles n'avaient reçu aucune information sur le lieu de détention.
- En mai 1987, il a été affirmé que les autorités carcérales de la prison d'Evin avaient été autorisées à détenir en garde à vue pendant une période allant jusqu'à 10 jours tout "visiteur récalcitrant d'un détenu politique". Il a été également affirmé que de nombreux détenus politiques ayant purgé leur peine se trouvaient toujours en prison.

d) Droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion et à la liberté d'expression

33. Les allégations communiquées au Représentant spécial à ce sujet concernaient principalement la situation des adeptes de la foi bahaïe - pris individuellement et collectivement - dans la République islamique d'Iran. Selon des renseignements reçus par le Représentant spécial et portant sur la période juillet 1986-juin 1987, les exécutions de bahaïstes, quoique moins nombreuses (dix) par rapport aux années précédentes, s'étaient poursuivies. En outre, quatre bahaïstes, dont deux jeunes de 15 et 16 ans, avaient été tués par une foule qui aurait été excitée par des chefs religieux. Il a été également affirmé que les autorités judiciaires n'avaient pris aucune mesure pour traduire en justice les responsables de ces meurtres, quand bien même leur identité était connue. Dans deux cas, les proches des victimes auraient été eux-mêmes incarcérés pour avoir déposé plainte auprès des autorités.

34. Les adeptes de la foi bahaïe continueraient à faire l'objet d'arrestations et de détentions arbitraires. Au mois de juin 1987, quelque 200 bahaïstes étaient en détention pour le simple fait, affirme-t-on, qu'ils sont bahaïstes. Ce chiffre serait sensiblement inférieur à ceux précédemment enregistrés, du fait de la libération d'un grand nombre de bahaïstes qui avaient purgé leur peine ou qui étaient détenus sans jugement. Deux cents autres avaient été mis en liberté sous caution, à condition de retourner en prison si les autorités leur en donnaient l'ordre.

35. Les établissements primaires et secondaires seraient maintenant graduellement ouverts aux enfants bahaïstes, lesquels feraient toutefois l'objet de pressions constantes et de tentatives d'endoctrinement et seraient menacés de se voir empêcher de passer leurs examens à moins d'abjurer leur foi. L'accès aux universités ou à tout autre établissement supérieur serait interdit aux bahaïstes.

36. Les pressions économiques et autres formes de harcèlement se poursuivraient. Les baha'istes n'auraient toujours pas le droit de travailler dans des établissements publics ou semi-publics, y compris les hôpitaux et les écoles. On continuerait de confisquer leurs entreprises commerciales ainsi que leurs biens mobiliers et immobiliers. Des commerçants, des marchands et des hommes d'affaires baha'istes se seraient vu retirer leurs licences et se seraient ainsi trouvés privés de leurs moyens de subsistance. Dans certaines zones rurales du pays, des baha'istes auraient été chassés de leurs maisons, fermes et vergers et leurs biens auraient été, par la suite, vendus. Dans les cas où des baha'istes avaient loué leurs propriétés, il avait été demandé aux locataires de verser le loyer à des organismes gouvernementaux.

37. Les cimetières bahaïs, toujours fermés, n'en continueraient pas moins d'être profanés. Dans de nombreuses villes, notamment Téhéran, Rasht, Tunikaban, Urumiyih, Yazd, Hamadan, Qazvin, Karaj et Mashad, les baha'istes éprouvaient des difficultés à enterrer leurs morts.

38. Ils n'auraient toujours pas le droit de quitter légalement l'Iran, et il leur serait demandé d'abjurer leur foi pour obtenir un passeport et un visa de sortie.

39. La liberté de religion, sous tous ses aspects, leur serait refusée. Il leur serait notamment interdit de manifester leur foi, de se rassembler en tant que communauté, de tenir des lieux de cultes, d'enseigner leur foi et de diffuser leurs textes. D'anciens membres d'institutions administratives bahaïes, dissoutes en 1983, seraient toujours persécutés par les autorités et auraient subi des tortures lors de leur arrestation et de leur incarcération. Tous les lieux saints et tous les sites religieux bahaïs se trouvant en Iran auraient été mis sous scellés et nombre d'entre eux, y compris le temple bahaï le plus vénéré en Iran, auraient été totalement détruits.

40. Outre ces renseignements, le Représentant spécial a reçu copie de décisions des tribunaux iraniens refusant toute réparation ou indemnisation aux familles de deux baha'istes tués par des musulmans, au motif que les victimes étaient des "infidèles non protégés". Le premier cas concernait un automobiliste musulman qui avait tué un baha'iste dans un accident de la circulation. On trouvera ci-après des passages de la décision du tribunal, traduits du persan :

"Vu le dossier No ... et les rapports des huissiers du Ministère de la justice, et compte tenu des avis des experts du Ministère de la justice et du Conseiller près le tribunal, ainsi que des pièces figurant dans le dossier relatif à l'affaire de M. ..., âgé de 23 ans et accusé d'avoir, en enfreignant le Code de la route, commis un homicide involontaire, le tribunal n'a aucun doute quant à la culpabilité de l'accusé. Toutefois, en ce qui concerne l'amende et le versement de dommages-intérêts, ... attendu que la victime appartenait à la communauté bahaïe, cette secte égarée et fourbe, et était donc considérée comme un infidèle non protégé, attendu que le droit musulman ne prévoit pas expressément de versement de dommages-intérêts à des infidèles non protégés, et compte tenu de tout ce qui précède, le tribunal décide que l'accusé est exonéré de toute obligation (à l'égard de la famille de la victime). Nonobstant, l'accusé n'ayant pas respecté le Code de la route, il

est condamné à trois mois de détention disciplinaire, conformément à l'article 149 du Code pénal." (Signé) Sultani (juge du tribunal criminel No 1 de Téhéran, sect. 146).

41. Le deuxième cas concernait un musulman qui était accusé d'avoir, avec préméditation, asséné à un baha'iste un coup qui avait provoqué sa mort. Le document, qui est en fait un procès-verbal et un compte rendu d'interrogatoire avec en-tête du Ministère de la justice de la République islamique d'Iran, traduit du persan, est libellé comme suit :

"Concernant l'affaire de M. ... accusé d'avoir, avec préméditation, asséné à ... un coup ayant entraîné sa mort, et vu le dossier d'enquête ainsi que les déclarations des parents du défunt consignées dans les minutes du tribunal en date du 1er octobre 1364, selon lesquelles la victime était baha'iste, les faits ne sont pas controversés. Or aucune disposition du Code pénal n'exonère expressément les musulmans de peine d'amende dans les cas où le demandeur est baha'iste.

L'accusé n'a pas encore comparu pour enquête et mise en accusation. (Nous vous prions donc) de bien vouloir faire connaître votre décision, à la lumière des Fitwas (opinions juridico-religieuses) concernant cette affaire." (Signature illisible), Conseiller près le tribunal.

La réponse du Président du tribunal écrite sur le même document officiel est libellée comme suit :

"Vu que la victime était, selon le témoignage de son père et de sa mère, baha'iste pratiquant, et sur la base des Fitwas d'éminents théologiens ... qui précisent que les infidèles ne sauraient percevoir de l'argent de citoyens non musulmans (les gens du Livre) (c'est-à-dire les chrétiens et les juifs) et ne sauraient prétendre à réparation (de la part d'un musulman), la conclusion à tirer serait tout naturellement que ces (infidèles) ne sauraient prétendre au Qisas (loi du talion). Abstraction faite du bien-fondé de (la conclusion) ci-dessus, l'accusé est libéré des fins de la poursuite." (Signé) Rida'i, Président du tribunal.

B. Renseignements et commentaires fournis ou signalés par le Gouvernement de la République islamique d'Iran

42. Le Représentant spécial a examiné les documents que le Gouvernement iranien lui avait fournis ou signalés, ainsi que les témoignages et les déclarations de représentants de l'Iran à divers organes de l'ONU. On trouvera ci-dessous un exposé des opinions du Gouvernement iranien sur certaines des questions soulevées dans la sous-section 1 de la section III, telles qu'elles ressortent des documents et des témoignages qu'il a soumis.

43. Pour ce qui est du droit à la vie, le Gouvernement iranien a dit, à plusieurs reprises, qu'à son avis, les dispositions de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques sont conformes au droit islamique qui est en vigueur dans le pays; et il l'a encore répété dans l'exposé de sa "Position".

En effet, au paragraphe 12 de l'annexe II du document en question, il est dit : "Pour ce qui est du droit à la vie, la République islamique d'Iran considère que les dispositions de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques sont, pour l'essentiel, conformes au droit islamique. L'application de la peine capitale n'est en effet prévue que pour les crimes les plus graves et exige le consentement du Conseil judiciaire suprême, qui est l'autorité judiciaire la plus élevée de la République islamique d'Iran".

44. Le Gouvernement iranien a fourni au Représentant spécial un très grand nombre de documents qui décrivent en détail des actes de sabotage et de terrorisme qui ont été perpétrés en Iran depuis 1980 et ont causé la mort de nombreux civils, dont des fonctionnaires, des personnes âgées, des femmes et des enfants. Les auteurs de ces actes appartiendraient à des groupes qui ont fourni au Représentant spécial des renseignements alléguant des violations des droits de l'homme prétendument commises par des agents du Gouvernement iranien. Un document consacré à l'"Ampleur des crimes terroristes", publié en février 1986 par le Département des relations publiques du Ministère des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, décrit en détail des actes terroristes commis en Iran en 1981 et en 1982. Parmi les agressions énumérées, figurent celles visant des imams pendant la prière du vendredi, des personnalités officielles et de premier plan, des banques, des centres culturels, des agences de presse et des journaux, des associations islamiques, des organisations gouvernementales, des écoles et des enseignants, des mosquées et des personnalités religieuses, et des commerçants. Tous ces actes auraient été commis par des membres de l'Organisation des Moudjahidin qui, dans ses diverses publications, en revendique la responsabilité. D'après une autre brochure, publiée par le même département à la même époque et consacrée aux "Meneurs de l'activité terroriste", Ali Zarkesh, adjoint du chef moudjahidin Massoud Rajavi, aurait déclaré, le 12 août 1983, qu'en un an, du 20 juin 1982 au 20 juin 1983, 2 800 personnes ont été assassinées, dont des membres du haut clergé et 40 officiers du Corps des Gardiens de la révolution. Une autre brochure, publiée par le même département et consacrée aux "Victimes du terrorisme", donne une liste de plusieurs centaines de personnes tuées au hasard par les terroristes, chez elles, dans la rue ou à leur travail. Les Moudjahidin auraient revendiqué un grand nombre de ces meurtres. D'autres brochures donnent des exemples détaillés des tortures infligées par eux à des civils. Il n'a pas été donné de renseignements d'où il ressorte que l'Iran ait été le théâtre d'actes terroristes ces derniers temps.

45. Les paragraphes 14 à 17 de l'exposé de la "Position" ont reflété, il n'y a pas longtemps, l'attitude iranienne en matière de terrorisme :

"L'Organisation des moudjahidin du peuple - principale source d'information du Représentant spécial, puisque c'est de cette organisation que viennent la plupart des prétendues allégations - est une organisation terroriste qui a son quartier général à Bagdad et qui se livre, depuis des bases militaires situées sur le territoire iraquien, à des activités d'espionnage et à des activités militaires contre la République islamique d'Iran, aux côtés des forces militaires iraqiennes ... Elle participe également à des actes de sabotage contre les usines, exploitations agricoles

et autres moyens de subsistance du peuple iranien. D'une façon générale, les activités de cette organisation constituent une menace pour la vie de la nation, étant donné qu'elle se livre à une confrontation directe avec notre peuple sur tous les fronts, y compris la guerre imposée par des forces étrangères.

Cela étant, il est évident que l'Organisation des moudjahidin du peuple ne peut en aucune façon être considérée comme un groupe politique pouvant jouir des mêmes droits que les groupes ou partis politiques légalement agréés. Par ailleurs, les informations dont nous disposons relativement aux membres et sympathisants de ce groupe qui figurent sur les listes susmentionnées, et plus particulièrement aux individus qu'a rencontrés le Représentant spécial, révèlent qu'il s'agit de personnes ayant acquis la nationalité iraquienne et qui ne sont donc pas reconnues comme étant des Iraniens. De plus, ces individus, ainsi que leurs chefs, sont généreusement rétribués par l'Iraq, pays actuellement en guerre avec la République islamique d'Iran, pour se livrer contre les Iraniens à des activités de combat et autres activités militaires, que ce soit sur le front ou à l'intérieur du territoire iranien. Ces individus sont donc des collaborateurs de l'ennemi en temps de guerre et peuvent, dans le meilleur des cas, être considérés comme des mercenaires, dont la définition et les droits sont précisés dans l'article 47 du Protocole additionnel I à la troisième Convention de Genève du 12 août 1949. Il importerait donc que le Représentant spécial, avant d'aborder les cas individuels, précise le statut juridique de ces individus.

Le Parti Toudéh est une organisation dont l'affiliation est connue, et dont les membres sont soumis à un pays étranger. L'Organisation des Fedayin du peuple est une faction des guérillas fedayin du peuple qui s'est séparée du reste de ce mouvement en raison de certains différends idéologiques et de certains désaccords sur les alliances avec les gouvernements étrangers."

46. Pour ce qui est du droit de ne pas être soumis à des tortures ou à des traitements ou châtiments cruels, inhumains ou dégradants, le Gouvernement iranien a déclaré à plusieurs reprises que la torture est interdite par la Constitution. Dans un document intitulé "Rapport sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran en 1985, présenté au Représentant spécial par le Ministère des affaires étrangères de la République islamique d'Iran" et figurant à l'annexe IV du rapport présenté à l'Assemblée générale" lors de sa quarantième session par le précédent Représentant spécial (A/40/874, par. 13 à 15), on peut lire ceci :

"Conformément à l'article 38 de la loi constitutionnelle de la République islamique d'Iran, toute forme de torture, infligée à un prisonnier pour lui extorquer des aveux est interdite; exiger par la menace que des tiers portent témoignage ou prêtent serment n'est pas licite; les témoignages, aveux ou serments ainsi obtenus n'ont aucune valeur. L'auteur de toute infraction à cet article est passible de sanctions graves.

L'article 58 du Code pénal islamique, approuvé le 18 mai 1983, stipule ce qui suit :

'Si un agent de l'administration pénitentiaire ou judiciaire fait subir des sévices ou des châtements corporels à un accusé pour lui extorquer des aveux, il sera condamné à une peine de prison allant de six mois à trois ans; en cas de décès du prisonnier, le responsable sera condamné à mort. Les sévices, quels qu'ils soient, sont interdits même lorsqu'ils ne visent pas à obtenir des aveux ou des renseignements; les contrevenants seront sévèrement punis'.

L'article 62 du Code pénal islamique, ratifié le 18 mai 1983, dispose ce qui suit :

'Dans le cas où un membre du personnel judiciaire ou non judiciaire inflige ou fait infliger des sévices à un prisonnier sans consentement officiel, il sera condamné à une amende ou à 74 coups de fouet en expiation. Si un fonctionnaire de l'administration pénitentiaire commet un acte illégal, même durant l'application de la loi, il sera puni, car l'article 59 du Code pénal islamique stipule que, quand un fonctionnaire punit ou fait punir un détenu plus sévèrement qu'il ne le devrait, il devra subir un châtement en expiation ou payer une amende; sinon, le contrevenant sera condamné soit à une peine de prison allant de six mois à trois ans, soit à toute autre peine correspondant au genre de crime commis.'"

47. On peut observer à ce propos que le Chargé d'affaires iranien à Paris, Ghulamreza Haddadi, ainsi que l'a indiqué le Kayhan International, journal iranien en langue anglaise, dans son numéro du 23 mai 1987, a déclaré, contrairement à un rapport d'Amnesty International qui signalait les tortures qu'auraient subies des prisonniers iraniens, "qu'en Iran, conformément au droit islamique, il est interdit de torturer les prisonniers ... Aucun des cas de prétendues tortures qui ont été cités n'a de sources précises et les prétendues victimes n'ont même pas été identifiées. Qui plus est, les prétendus documents visuels n'ont rien à voir avec l'Iran ... Dans la République islamique d'Iran, nul n'est menacé ni détenu à cause de ses croyances idéologiques".

48. Pour ce qui est du droit à la liberté et à la sécurité des individus, le document iranien susmentionné (A/40/874, annexe IV) fait remarquer que :

"L'article 32 de la loi constitutionnelle stipule ce qui suit :

'Nul ne peut être arrêté, excepté dans les conditions prescrites par la loi. En cas d'arrestation, l'accusé doit être immédiatement informé par écrit du motif de sa détention; un dossier préliminaire doit être déposé auprès d'un juge compétent dans les 24 heures et la procédure judiciaire doit être entamée dès que possible. Tout contrevenant à ces dispositions se verra infliger les peines prévues par la loi.'

En conséquence, les dispositions susmentionnées protègent la personne contre les arrestations arbitraires et stipulent également les conditions de l'arrestation consécutive à une infraction; le fonctionnaire devra déposer un dossier auprès des juges compétents dans les 24 heures.

L'article 71 du Code pénal islamique, adopté le 18 mai 1983, prévoit les peines qui seront infligées pour toute arrestation illégale. Ces dispositions, qui s'appliquent à tous les fonctionnaires, qu'ils soient ou non de l'ordre judiciaire, et même aux simples citoyens, sont énoncées comme suit :

'Tout haut fonctionnaire de l'Etat ou fonctionnaire de l'un des trois grands pouvoirs (législatif, exécutif ou judiciaire) qui, sans en avoir reçu l'ordre des autorités compétentes, garde ou envoie une personne en prison et/ou la maintient de force dans un lieu donné, excepté dans les cas prévus par la loi, sera condamné à une peine de prison allant de six mois à trois ans et/ou sera suspendu de ses fonctions. Toute personne qui installe sciemment un lieu secret en vue de commettre un tel crime sera considérée comme complice et recevra 74 coups de fouet et/ou sera condamnée à une peine de prison de trois à six mois; dans l'un ou l'autre cas, le contrevenant sera suspendu de ses fonctions pour une durée de cinq ans. Si le contrevenant libère le détenu avant d'être poursuivi et si la durée de la détention n'a pas dépassé cinq jours, il sera condamné à une peine de prison allant de deux à six mois.'

Il est dit, un peu plus loin, dans le même document :

"En République islamique d'Iran, les gardiens de la paix (police et gendarmerie pour les infractions de droit commun et comités révolutionnaires pour les crimes terroristes) peuvent arrêter le prévenu en cas de flagrant délit et présenter au magistrat instructeur les motifs d'accusation et d'arrestation dans les 24 heures. Ceux qui outrepassent les fonctions précises qui leur sont assignées sont poursuivis conformément à la procédure mentionnée aux paragraphes 16 à 26 ci-dessus."

49. Quant à l'attitude du Gouvernement iranien touchant la situation des bahaïs dans le pays, le Représentant spécial a reçu ces dernières années toute une documentation fournie par le Gouvernement iranien et contenant des déclarations faites par des responsables iraniens. Le Gouvernement iranien a toujours refusé de voir dans les bahaïs une minorité religieuse.

50. Au paragraphe 18 de l'exposé récent de la "Position" du Gouvernement iranien, il est dit :

"Le baha'isme est un mouvement politique à affiliation étrangère, qui avait été créé à l'instigation de la Russie tzariste et de la Grande-Bretagne pour sauvegarder leurs intérêts coloniaux et leurs objectifs à long terme en Iran. Les activités de ce mouvement politique déguisé en religion ont toujours eu pour but, directement ou grâce à des moyens relevant de la conspiration, de subvertir les gouvernements de l'Iran et d'éliminer progressivement l'islam en tant que confession établie et base d'union du peuple iranien. Ces activités subversives ont seulement ralenti à la fin du régime des Pahlavi, période où les bahaïs s'étaient infiltrés dans tous les domaines de l'administration et occupaient des postes dans l'armée et dans la SAVAK, qui était la tristement célèbre police secrète du Shah. Bien que les bahaïs affirment qu'il leur est interdit de se livrer à des politiques.

partisanes et d'occuper des postes politiques, la plupart des politiques intérieures et extérieures du Shah étaient en fait formulées et exécutées par eux. Les bahais prétendent aussi obéir au gouvernement du pays dans lequel ils vivent, et prêchent la non-violence. Malgré cela, leur vraie histoire est marquée par de longues périodes de troubles et de rébellion armée contre les gouvernements établis de l'Iran et des autres pays du monde islamique."

51. Pour ce qui de la liberté d'expression et des persécutions subies par certaines personnes en raison de leurs convictions politiques, le texte déjà mentionné (A/40/874, annexe IV) affirme :

"En République islamique d'Iran, nul n'est poursuivi pour ses opinions politiques. En vertu du principe 23 de la Constitution : 'Il est interdit d'enquêter sur les croyances des gens et nul ne peut faire l'objet de persécutions ou de remontrances en raison de ses seules croyances.

... Toutefois, la création d'organisations et les activités de groupe visant à propager la corruption et à mener une campagne ouverte contre l'islam, sur lequel la République islamique d'Iran est bâtie, et pour la propagation duquel elle a été fondée, peuvent être considérées comme nuisibles à la sécurité nationale et contraires au système de la République islamique; les activités de ces organisations et d'autres organisations similaires peuvent être considérées comme contre-révolutionnaires et la participation à ces organisations comme un crime.

En tant que crimes contre la sécurité ou crimes terroristes, et bien que sous-tendus par des motivations politiques, ces crimes ne sont pas en réalité des crimes politiques, car ils portent atteinte à l'intégrité territoriale et à la sécurité intérieure du pays. Ils sont donc passibles de sanctions prévues par la loi et, comme tout autre crime de droit commun, relèvent de la procédure pénale, la seule différence étant que leur instruction relève des tribunaux révolutionnaires, conformément à la loi relative à ces tribunaux ratifiée en 1361 (1982)."

#### IV. EXAMEN DES FAITS ET OBSERVATIONS

##### A. Examen des faits

##### 1. Renseignements fournis par le Gouvernement de la République islamique d'Iran

52. Le Gouvernement iranien a, dans une certaine mesure, réagi positivement aux démarches entreprises par le Représentant spécial et dont rend compte le rapport final présenté à la Commission des droits de l'homme lors de sa quarante-troisième session. L'exposé par le Gouvernement iranien de sa "Position" facilite la tâche du Représentant spécial, ce document aidant à comprendre les problèmes auxquels se heurte le Gouvernement iranien lorsqu'il veut aider le Représentant spécial à s'acquitter du mandat que la Commission en 1986 lui a confié, et qu'elle lui a renouvelé lors de sa quarante-troisième session (résolution 1987/55, par. 5) de la Commission des droits de l'homme. Il fournit donc des éléments de nature à

contribuer à la solution de ces problèmes. Cet exposé résume en outre l'attitude théorique et pratique de l'Iran à l'égard des problèmes qui ont contrarié l'application des résolutions de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme dès l'inscription de cette question à leurs ordres du jour respectifs.

53. La connaissance exacte de la manière dont les Iraniens conçoivent les problèmes théoriques et pratiques que posent les résolutions et les termes du mandat permet de jeter les bases d'un dialogue conforme aux modalités que les organes compétents de l'ONU ont préconisés chaque fois qu'ils ont envisagé la coopération à cet égard.

54. La rencontre qui a eu lieu entre le Représentant spécial et M. Sirous Nasserî a permis de cerner plus nettement encore certains problèmes et certaines attitudes.

## 2. Événements ayant récemment eu lieu dans la République islamique d'Iran

55. Deux événements qui ont récemment eu lieu en Iran méritent d'être notés : le dénouement du conflit avec le corps médical et la grâce accordée à de nombreux prisonniers. Le Gouvernement iranien a rendu compte du premier en 1986 ("Position", p. 12, par. 29; rapport final E/CN.4/1987/23, par. 61 et 62), en soutenant que la grève des médecins était illégale et que l'ordre en avait été lancé sans que le Gouvernement eût reçu le préavis. Dans ce même document, le Gouvernement iranien reconnaît que certains médecins ont été arrêtés parce qu'ils avaient enfreint des règlements officiels. Finalement, le Conseil des gardiens du Parlement iranien a rejeté le projet de loi qui avait déclenché la protestation et la grève des médecins.

56. Le Représentant spécial n'a reçu aucune information qui aille à l'encontre de ce qu'affirme le document iranien. Il estime donc que le problème qui se posait l'an dernier à propos du corps médical est résolu.

57. Le deuxième événement est la grâce accordée à des prisonniers. Le document iranien signale que nombre d'entre eux ont été grâciés et remis en liberté au cours de ces derniers mois. "C'est le cas notamment de 1 800 prisonniers dans les provinces du Séistan et du Béloutchistan, et de 1 200 prisonniers dans la province du Khorassan. D'autres provinces prennent des mesures analogues" ("Position", p. 15, par. 39). Bien qu'il n'ait pas été précisé si la grâce en question s'est appliquée aux prisonniers politiques, il est permis de supposer que tel a bien été le cas, étant donné les activités attribuées à certains des prisonniers une fois qu'ils ont été libérés. Le Représentant spécial se réjouit de ces grâces en espérant qu'il peut y avoir l'amorce d'un processus aboutissant à une amnistie générale en faveur des prisonniers politiques.

## 3. Coopération du Gouvernement de la République islamique d'Iran

58. Le Gouvernement iranien a réaffirmé qu'il ne souscrit que partiellement à certaines dispositions des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales ("Position", p. 8, par. 10). Le Représentant spécial ne saurait être d'accord sur ce point, car, aux termes des obligations et

des engagements juridiques en matière de droits de l'homme, il n'est ni prévu ni admis que des instruments conçus, rédigés et adoptés en tant qu'ensembles de normes unifiés, cohérents et complets puissent n'être que partiellement reconnus.

59. Dans son acceptation partielle évoquée ci-dessus, le Gouvernement iranien a déclaré que certaines dispositions importantes du Pacte international relatif aux droits civils et politiques sont compatibles avec le droit islamique : "On voit que, sur certaines de ces catégories de droits individuels, il n'existe pas de divergence importante entre les dispositions du droit international et celles du droit islamique. Cette absence de divergence permet d'aborder la question des prétendues allégations relatives aux droits individuels que garantissent à la fois le droit islamique et le droit international".

60. Le document iranien indique les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qu'il juge entièrement compatibles avec le droit islamique : droit à la vie (art. 6); interdiction de la torture sous toutes ses formes (art. 7); garanties en cas d'arrestation ou de détention (art. 9); droit d'être jugé équitablement (art. 14); liberté de pensée, de conscience et de religion (art. 18). Ce même document renvoie à des dispositions du droit national qui reflètent ces règles internationales. La Constitution iranienne, par exemple, en son article 23, interdit toute inquisition dans les croyances individuelles et toute persécution des individus en raison de leurs croyances ("Position", p. 9, par. 13).

61. Les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques que le Gouvernement iranien accepte partiellement constituent la base légale quant aux cinq types d'allégations portées à sa connaissance. Ce ne sont donc pas ces bases légales qui sont en cause. La question à résoudre est celle des renseignements officiels fournis à propos de ces accusations précises.

62. Il convient, conformément à la pratique générale des organes internationaux qui s'occupent des droits de l'homme, d'insister sur le fait que les réponses détaillées aux allégations de violation des droits de l'homme constituent un élément capital pour apprécier la situation des droits de l'homme dans un pays membre de l'ONU et, de ce fait, lié par certains instruments juridiques. Il ne suffit pas, pour permettre une appréciation fondée, de rejeter en bloc les allégations sans fournir aucune précision, comme l'a fait le Gouvernement iranien ["Position", p. 15, par. 40 d)].

63. Le Gouvernement iranien a souscrit à ce que le Représentant spécial a soutenu dans sa présentation orale du rapport final, à savoir que si un Etat ne coopère pas à l'application de mesures adoptées par les organes compétents de l'ONU, l'action internationale ne peut s'en trouver paralysée pour autant ("Position", p. 13, par. 30 et 31). On ne peut juridiquement admettre aucun veto de fait qui frapperait des activités menées dans le cadre du système des Nations Unies pour protéger les droits de l'homme. C'est là un principe d'où peuvent être tirées des conclusions importantes.

64. Evoquant les obstacles qui s'opposent à la mise en oeuvre d'une pleine coopération, le document iranien mentionne la résolution 1987/55 de la Commission des droits de l'homme et les négociations que la République islamique d'Iran a tenté de mener avec les auteurs de la résolution, "afin d'éliminer certains des obstacles existants et d'ouvrir la voie à une pleine coopération" ("Position", p. 13, par. 32).

65. Le document iranien estime ensuite que, eu égard aux obstacles et aux réactions auxquels s'est heurtée l'action entreprise aux termes du mandat, la République islamique d'Iran a accordé au Représentant spécial une coopération partielle. Pour illustrer cette thèse, il mentionne certaines informations communiquées à ce dernier et sa rencontre à New York avec le Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'ONU. Dans l'exposé oral par lequel il a présenté le rapport intérimaire devant la Troisième Commission de l'Assemblée générale et dans le rapport final (E/CN.4/1987/23, par. 5, le Représentant spécial a reconnu l'importance de cette rencontre.

66. Le Représentant spécial tient à signaler que la coopération partielle que le Gouvernement iranien lui a accordée l'an dernier est allée encore plus loin pour ce qui est tant des documents fournis que des contacts personnels. Il y a donc lieu d'espérer qu'elle peut encore s'accroître dans les mois qui précéderont la présentation du rapport final.

#### B. Observations

67. Des allégations précises de violation des droits de l'homme ont été communiquées au Gouvernement iranien afin qu'il puisse en vérifier l'exactitude et fournir à leur sujet des informations et des commentaires.

68. Le Gouvernement iranien a rejeté toutes ces allégations, sans en isoler aucune. Bien qu'il ait fait savoir les raisons pour lesquelles il refusait d'y répondre, le Représentant spécial continue de penser que c'est par des réponses circonstanciées que l'on peut vraiment contribuer à clarifier la situation en matière de droits de l'homme, se conformant ainsi à la pratique couramment suivie par les Etats. De surcroît, des réponses de cette nature donneraient plus d'ampleur à la coopération que les organes compétents de l'ONU attendent du Gouvernement iranien.

69. Les allégations communiquées au Gouvernement iranien sont de nature analogue à celles des allégations qui lui ont été transmises les années précédentes. En gros, elles portent sur le droit à la vie, le droit de ne pas être soumis à la torture ni à des traitements inhumains, les garanties d'une procédure régulière et la liberté de religion. Quant au problème posé par le corps médical et qui a particulièrement retenu l'attention de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme, il semble qu'il ait été résolu (voir plus haut, par. 55).

70. Dans le rapport final qu'il a présenté à la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1987/23), le Représentant spécial a signalé que, ces deux dernières années, le nombre des prétendues violations du droit à la vie a diminué. Il semblerait que cette tendance se soit poursuivie pendant la période dont traite le présent rapport.

71. En revanche, la manière dont les prisonniers sont traités et les violations des réglementations imposant des procès équitables demeurent des sujets d'inquiétude. Les renseignements que le Représentant spécial a reçus par voie orale et par voie écrite indiquent les uns et les autres que les mauvais traitements et les tortures, tant physiques que psychiques, sont pratique courante dans les prisons iraniennes lors des interrogatoires, ainsi qu'avant et après le verdict final. Il y a aussi convergence de ces renseignements sur les points suivants : recours à des procédures extrêmement sommaires et improvisées, absence de chefs d'accusation précis, absence de conseils et avocats, irrégularités diverses empêchant un déroulement équitable des procès.

72. Au cours des auditions officielles auxquelles il a procédé, le Représentant spécial a acquis la conviction que les personnes qui paraissaient devant lui évoquaient des événements qu'elles avaient certainement vécus et que leurs déclarations n'étaient ni le fruit d'une imagination fiévreuse ni de pures inventions dictées par des motifs politiques ou religieux. Les intéressés présentaient des traces de mauvais traitements et leurs récits étaient convaincants, clairs et cohérents.

73. Les procédés imputés aux prisons iraniennes sont contraires aux normes internationales et au droit iranien et doivent donc donner lieu à des enquêtes de la part du Gouvernement iranien. Le Représentant spécial croit que ces procédés - qui sont illégaux - sont encore utilisés dans certaines prisons iraniennes.

74. Le Gouvernement iranien a amélioré la coopération partielle qu'il accorde au Représentant spécial, tant par les documents écrits qu'il lui fournit que par les contacts personnels qu'il maintient avec lui; ce progrès a permis de clarifier et de mieux comprendre la situation actuelle des droits de l'homme en Iran, mais il n'a pas abouti au degré de coopération que l'Assemblée générale comme la Commission des droits de l'homme ont constamment demandé dans leurs résolutions relatives à cette question.

75. Les renseignements reçus jusqu'à présent du Gouvernement iranien, des groupes qui lui sont opposés et de sources indépendantes ne contiennent pas d'éléments susceptibles de modifier l'opinion exprimée par le Représentant spécial dans le rapport final qu'il a présenté à la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1987/23) : selon lui, il se commet encore en Iran des actes qui sont incompatibles avec les instruments internationaux liant le gouvernement de ce pays.

76. Il semble que ces dernières années, la fréquence et le nombre des allégations aient un peu diminué. Néanmoins, la persistance de certains faits justifie celle de l'inquiétude internationale. On est d'ailleurs en droit de penser que l'intérêt et l'attention soutenus portés à cette question par les organes compétents de l'ONU comptent parmi les causes de l'amélioration enregistrée.

-----